



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Rapport au Bureau National 12 avril 2017

A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, c'est le moment pour nous de tirer les premiers enseignements de notre campagne qui va très vite s'enchaîner avec celle des élections législatives.

Nous devons mettre à profit les derniers jours qui restent pour affirmer qu'il n'y a qu'un seul vote possible pour changer de politique, c'est le vote pour notre Parti Révolutionnaire Communistes.

Pourquoi ?

Nous le disons depuis le début, aucun des candidats « qualifiés » ne propose de sortir du capitalisme. Cette campagne électorale commencée il y a plus d'un an fait l'objet d'un matraquage médiatique jamais vu qui consiste à masquer, camoufler, détourner le débat sur les vraies questions politiques qui sont posées en France et dans le monde.

Nous savons pourquoi : le capitalisme qui est en crise permanente poursuit sa politique d'accumulation de profits, et pour cela trouver les meilleurs serviteurs en fonction des pays où il sévit.

La France évidemment n'y échappe pas, c'est la raison de cette campagne électorale imposée par les médias capitalistes dont on sait qu'ils sont maîtrisés à 90 % par les grands groupes industriels et financiers.

Je passe rapidement sur ces fameuses « primaires » qui ont occupé tout l'espace médiatique pendant huit mois dans un bla-bla continué ponctué par les « affaires » multiples pour ajouter à la diversion, le but étant le même : ne pas parler des programmes politiques des uns des autres.

Depuis, le débat a un peu évolué ce qui ne change rien à notre opinion de départ : aucun ne veut changer de politique, le capitalisme reste le cadre dans lequel les candidats se situent sauf notre parti, nous le savions au départ, c'est une confirmation aujourd'hui.

Certes, il y a des différences mais ça aussi nous l'avons souligné, pour donner une « caution » démocratique à l'élection, il faut des idées nouvelles, pourvu que la politique ne change pas.

En partant de ceux qui veulent développer encore plus le profit comme le réclame le Medef, et en passant par ceux qui veulent aménager, accompagner la politique du capital, on a fait le tour de la campagne.

La mise en scène médiatique des 11 candidats dans l'émission de BFM TV était éclairante de ce point de vue.

Rien n'a été dit sur qui domine la France et le monde, rien sur le pouvoir économique et financier dont disposent les multinationales industrielles et financières, rien sur le pouvoir politique qu'elles exercent au travers des gouvernements qu'elles mettent en place, et pour cause, tous les candidats sont prêts à servir les intérêts du capital.

Rien sur l'Europe capitaliste qu'aucun ne dénonce, au contraire, ils veulent tous l'aménager.

Rien sur les origines de la situation mondiale, la concurrence inter impérialiste, la domination des multinationales mondiales et le besoin de lutter contre.

Rien sur les conséquences criminelles de cette politique, si ce n'est des lamentations et des propositions pour en gérer les effets. De plus, le pouvoir utilise la situation qu'il a lui-même créée pour restreindre les libertés.

Notre campagne électorale se déroule donc dans ce contexte.

Notre analyse, nos propositions, la perspective politique que nous portons rencontre un écho de plus en plus partagé par celles et ceux que nous rencontrons lors des distributions de tracts, des rencontres, des réunions publiques. Des adhésions sont réalisées ce

qui est remarquable du fait du contenu de la campagne qui génère son flot d'illusions.

Nos explications, nos propositions sont comprises et appréciées.

Il faut poursuivre dans ce sens, les questions concernant le changement de société, les moyens pour y parvenir et comment faire sont au centre des débats. Les questions internationales prennent également une part importante dans les discussions.

Les rencontres que nous avons démontrent le besoin de débat politique, l'espace que nous pouvons occuper si nous mettons en cohérence notre politique.

Cette campagne électorale démontre aussi une nouvelle phase de la recomposition politique française en cours. Le capital a besoin de donner une autre image de sa politique pour l'imposer. Pour cela il lui faut trouver une relève à sa botte.

La droite et le Front National sont d'accord sur l'essentiel : il faut taper plus fort sur les acquis des travailleurs, favoriser les entreprises. C'est également le discours de Macron et du Parti Socialiste : « Il faut remettre l'industrie au cœur de notre économie et l'homme au cœur de l'industrie » autrement dit : favoriser le développement du capital, aggraver l'exploitation du travail. Gattaz vient d'ailleurs de répéter ses exigences dans le journal « les Échos » d'aujourd'hui, il étale ses revendications comme il l'a fait tout au long de la campagne électorale. Rappelons l'examen de passage récent des candidats devant les dirigeants des grands groupes capitalistes. C'est une preuve supplémentaire que c'est capital qui fait son choix en fonction des rapports de forces en présence.

Mélenchon quant à lui représente la « caution » de gauche dans cette élection, il bénéficie d'une promotion médiatique jamais vue, mais il capte également le mécontentement, le rejet de la politique actuelle sans remettre en cause le capitalisme. Il propose de le rendre « moins dur », de le « moraliser », de « partager les richesses produites » avec lui mais sans y toucher.

Le Parti Communiste Français est absent de cette campagne, comme le Parti Socialiste, il est confronté à un mécontentement interne, l'approche des élections législatives va encore modifier la recomposition politique en cours.

Ces élections ne vont donc rien modifier, on s'y attendait, encore une fois nos propositions rencontrent dans cette situation un écho favorable, une écoute attentive et donc un espace politique à

investir, continuons dans cette voie, la campagne se poursuit, mettre le vote de notre parti à disposition au premier et deuxième tour est apprécié et constitue pour nos adhérents et sympathisants le seul vote utile dans la situation politique actuelle.

D'autant que d'après les enquêtes d'opinion le niveau d'abstention risque de battre des records pour ce type d'élection ce qui confirme le rejet de la politique actuelle. Le mécontentement est également ressenti au travers des luttes actuelles et ceci dans de nombreux secteurs. Ces luttes font l'objet d'un black-out total, on comprend pourquoi. Il faut souligner qu'aucun candidat n'en fait état malgré les heures d'antenne dont ils bénéficient.

À EDF, après le refus massif des travailleurs de l'accord de compétitivité que CFDT et les autres syndicats réformiste avaient accepté (sauf la CGT), c'est un nouveau revers que l'entreprise et le gouvernement viennent de subir avec le « report » de la fermeture de la centrale électrique de Fessenheim, la direction de l'entreprise a pourtant tout tenté pour imposer ses objectifs.

Dans la santé, le textile, le commerce, la métallurgie, dans les collectivités territoriales, la restauration, dans les transports aériens et routiers, bref les luttes sont nombreuses et nous devons comme nous le faisons régulièrement les encourager.

Les luttes sont appelées à se développer compte tenu des projets portés par les candidats tous dirigés contre les travailleurs et leurs acquis, tous favorisant l'entreprise.

Ces luttes sociales sont un obstacle essentiel aux objectifs du patronat, mais répétons-le, elles ne le privent pas du pouvoir économique. Cette question est de première importance, continuons à nous expliquer sur la nécessité de prendre, maîtriser les moyens de production et d'échange.

Le développement des luttes dans cette période sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail démontrent que les travailleurs ne veulent pas se laisser faire. D'autant plus que la période électorale, si elle masque l'aspect revendicatif des luttes, masque également les mauvais coups qui se poursuivent : la production industrielle continue de chuter (-1,6 %) en mars après le mois de janvier et février également en baisse sensible. La casse industrielle ne s'arrête pas, les chantiers STX viennent d'être vendus avec la bénédiction du pouvoir, toujours présent pour aider les multinationales dans leur projet, peu importe les conséquences sociales.

Les fusions-acquisitions se poursuivent dans tous les secteurs avec leur lot de remises en cause d'acquis, de menaces sur l'emploi, bref le capital continue à sévir, la lutte est la seule voie à suivre pour le stopper, il faut l'encourager, et y participer autant que nous le pouvons.

La situation politique en France, la campagne électorale, ne doivent pas faire oublier la situation internationale qui prend, sous l'impulsion de l'impérialisme américain un virage extrêmement dangereux.

Mais tout d'abord il nous faut évoquer la situation en Guyane où la politique coloniale de la France a des conséquences dramatiques pour les Guyanais. Ces conséquences, révélées par le mouvement social d'un niveau jamais connu jusqu'ici, touchent tous les secteurs de la vie dans ce « département français ». Tous les services publics sont démantelés, santé, éducation, transports sont réduits à leur plus simple expression. Salaires, pouvoir d'achat en baisse continue. Pourtant la Guyane est un territoire plein de richesses mais comme d'habitude en régime capitaliste, elles sont accaparées par les multinationales présentes avec l'aval des gouvernements successifs. Face à ce mouvement que nous soutenons, l'État français joue la montre et agit pour diviser les acteurs du mouvement. C'est bien connu, les armes utilisées contre le mouvement social sont toujours les mêmes : pourrissement, division et répression, les Guyanais ont besoin de tout notre soutien. Nous avons envoyé des messages en ce sens aux animateurs du mouvement.

La situation internationale est marquée actuellement par l'agressivité dangereuse de l'impérialisme US qui veut réaffirmer son hégémonie mondiale en utilisant des moyens qui peuvent déboucher sur un conflit majeur.

Nous sommes, disons-le avec lucidité, au bord d'un conflit mondial généré par une concurrence inter impérialiste dont nous avons déjà dénoncé les effets.

Nous avons consacré un Bureau National en début d'année 2016 sur les questions internationales parce qu'il nous semblait important, et l'actualité nous donne raison, d'avoir une analyse la plus juste possible sur l'impérialisme, ses contradictions et ses affrontements de plus en plus nombreux et violents qui se sont multipliés depuis la chute de l'URSS.

Les USA tentent de maintenir leur hégémonie face à l'émergence d'impérialismes concurrents tels que la Chine, l'Inde, la Russie, tout

cela se confronte avec les enjeux régionaux, les intérêts du capital de pays tels que la Turquie, Israël, l'Afrique du Sud, le Brésil...

Les alliances de circonstance et affrontements sont devenus le lot quotidien des rapports internationaux.

Cette réalité existe y compris au sein de l'union européenne comme le montre si bien le Brexit voulu par une partie importante des monopoles britanniques, financiers en particulier. Cette réalité existe au sein de l'alliance militaire impérialiste qu'est l'OTAN, où les USA entendent continuer à dicter leur stratégie en imposant de nouvelles dépenses militaires à leurs alliés.

Cette réalité existe également dans la volonté des USA de rompre les accords commerciaux internationaux pour mieux imposer leurs multinationales.

La guerre est le moyen suprême pour imposer la domination et se partager les territoires, leurs hommes et leurs ressources.

En Syrie, en Irak, en Libye, en Afghanistan, au Yémen, en Afrique du Sud, au Mali, en Centrafrique, en Ukraine les peuples payent le prix de ses affrontements impérialistes.

Ils en payent deux fois le prix : celui des destructions et des morts mais aussi celui de la liquidation de leurs acquis économiques et politiques dus aux luttes sociales comme ce fut le cas en Yougoslavie et plus récemment en Syrie où les privatisations s'accroissent au bénéfice de l'oligarchie au pouvoir.

Chaque État impérialiste tente évidemment de convaincre les travailleurs et le peuple dans sa stratégie d'affrontements en jouant sur le nationalisme.

La lutte contre le terrorisme lui-même généré par les puissances impérialistes est devenue le prétexte à l'union nationale, on le voit en France.

Les travailleurs et les peuples ne doivent pas se laisser enfermer dans cette logique d'affrontement. Leur ennemi commun ce sont les bourgeoisies qui les exploitent.

Depuis une semaine, la situation déjà tendue au proche et Moyen-Orient s'est encore aggravée de manière significative avec l'attaque délibérée des USA contre un État souverain qu'est la Syrie. Notre parti a réagi immédiatement par un communiqué sur notre site.

Nous y soulignons deux choses : la violation du droit international par l'impérialisme US et le message clair qu'il envoie : les USA se

réservent le droit majeur de faire la guerre contre quiconque mettant en cause les intérêts de ses monopoles capitalistes.

Immédiatement après l'attaque contre la Syrie, une armada est dirigée en direction de la Corée du Nord, elle est prête à intervenir militairement contre la république populaire de la Corée-du-Nord.

Nous le disons avec gravité : la paix du monde est en jeu.

Face à cette situation, acceptée par la grande majorité des hommes politiques en France et par le pouvoir socialiste, comme par les dirigeants des états européens et de l'union européenne, il nous faut réfléchir à une riposte populaire. Cette riposte ne peut en rester à l'aspect moral, il faut qu'elle s'attaque à la racine de l'impérialisme.

Nous devons mettre la bataille pour la paix, contre les interventions militaires au cœur de notre action en apportant les explications politiques permettant de comprendre la situation et permettant de rassembler largement les travailleurs et le peuple, autour du refus de la guerre impérialiste, du respect de l'indépendance et de la souveraineté des Nations, de l'utilisation des moyens considérables existants pour répondre aux besoins sociaux et non pas pour faire la guerre.

Réfléchir à une initiative publique pour donner un coup d'arrêt au silence complice des forces politiques de ce pays.

Voilà chers camarades ce que j'étais chargé de vous transmettre, beaucoup de travail en perspective, nous avons également discuté de la poursuite de la campagne présidentielle, nous allons mettre le bulletin de vote du parti à disposition sur le site car la proposition concernant l'utilisation du bulletin de notre parti au 1er et 2ème tour est appréciée.

Ne perdons pas de temps pour lancer, dans la dynamique de la campagne de la présidentielle, celle des élections législatives à venir, des décisions sont déjà prises dans les circonscriptions, nous aurons bien sûr l'occasion d'y revenir.

Nous avons également commencé à envisager le contenu de notre initiative concernant la commémoration du 100ème anniversaire de la révolution russe qui aura lieu le 18 novembre prochain, des propositions seront faites prochainement.